

Avec la hausse du prix du carburant, envoyer des biens à l'étranger ou acheter sur place peut coûter jusqu'à trois fois plus cher. Pour les associations d'entraide, cela entraîne des restrictions drastiques

La flambée des prix impacte l'aide

SARAH ZEINES

Aide humanitaire ► Yob a Yoo, «les cieux ouverts» en beti, soutient une trentaine d'enfants et leurs familles au Cameroun. Mais dans le quartier des Grottes à Genève, ce jeudi pluvieux, Thierry Baeriswyl s'inquiète pour l'avenir de ses protégés: «Le dernier container avec des marchandises que nous avons envoyé sur place, c'était il y a quatre ou cinq mois, confie-t-il. Nous misons désormais sur les voyages en avion.»

Le prix du billet a aussi connu un bond: environ 30% depuis le début de la guerre en Iran. «Heureusement, nous avons le droit de prendre six valises par personne lorsque nous voyageons, grâce à un accord négocié avec une compagnie aérienne. S'il manque des fonds, nous les sortons de nos poches.» Michelle, la fondatrice, vient par ailleurs de s'envoler pour Yaoundé, raconte Thierry Baeriswyl: «Les enfants sont toujours contents de la voir. Ils savent qu'ils vont recevoir des cadeaux.»

Réduction des déplacements sur place

Le prix du pétrole, qui a connu un bond de 60%, impacte fortement les corridors humanitaires, a communiqué le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), lors d'une conférence de presse à Genève. Réalité confirmée mardi dernier par Caritas Suisse: «La principale cause de la propagation de la faim est la raréfaction de l'approvisionnement en pétrole.» Selon une analyse de Save the Children, chaque hausse de 5% du prix du pétrole risque par ailleurs de réduire l'aide humanitaire disponible et de priver jusqu'à 40 000 enfants de services essentiels.

Pour les petites structures d'entraide comme Yob a Yoo, une révision des cahiers des charges associatifs s'impose. «Il n'y a presque plus de carburant en Ethiopie, souligne Camila Lattion, responsable des programmes chez SOS Villages d'Enfants. Un litre d'essence coûte désormais 750 birr [3,80 francs] au marché noir contre 163 birr au prix officiel. La Fondation au Népal nous rapporte que les bouteilles de gaz sont rationnées et arrivent à moitié remplies. Au Lesotho, le coût des transports publics a augmenté de 57%; l'électricité de 30%. Partout, tout devient plus cher, ce qui fait que nous devons revoir nos priorités.»

Pour faire face à ces augmentations vertigineuses, les équipes de l'association en Ethiopie ont par exemple négocier



Thierry et Michelle, cofondateur-ices de Yob a Yoo, posent avec les enfants du quartier de Nkozoa, à Yaoundé au Cameroun. DR

cié une allocation de carburant auprès du gouvernement pour deux véhicules. «Dans certains projets, les déplacements se font désormais en tuk-tuk», détaille Camila Lattion.

En corollaire, le pouvoir d'achat a drastiquement baissé. «Avec une même somme, on fait trois fois moins, regrette-t-elle. Cette pression se répercute directement sur les ménages que notre fondation accompagne.»

Vers une entraide «antipaternaliste»?

La flambée des prix renforce le point de vue «antipaternaliste» de Gérard Sermet, fondateur de l'Association soutien aux plus démunis-e-s. Le retraité, qui a passé sept ans entre le Tchad et le Niger pour la coopération suisse, œuvre au Nigeria depuis une dizaine d'années dans les domaines de l'agriculture et de la formation. «La crise du fret révèle une fragilité structurelle que l'aide internationale a longtemps refusé de considérer, dénonce-t-il.

Contrairement aux grandes organisations internationales, je suis de l'avis que les populations de ces pays doivent être parties prenantes des projets. Elles participent à leur mise sur pied avec les moyens à disposition. Le matériel s'achète sur place. Envoyer le matériel d'ici ne fait pas sens du tout.»

«La crise du fret révèle une fragilité structurelle que l'aide internationale a longtemps refusé de considérer»

Gérard Sermet

Dans le delta du Niger, précise Gérard Sermet, l'économie locale peut assurer le forage d'un puits, la fabrication

de mobilier scolaire ou de matériel médical. «Malheureusement, les grandes ONG négligent souvent cela.»

D'autres projets seront touchés

Cette façon de pratiquer la coopération est aussi défendue par Emp'ACT, association qui finance des projets au Togo, au Pérou et en Colombie. «L'envoi d'aide matérielle depuis l'Europe vers les pays du Sud est souvent perçu comme un geste de solidarité, mais cette pratique peut aussi reproduire des mécanismes hérités de l'histoire coloniale», estime Alejandro Mackinnon, secrétaire général. «Lorsque les besoins sont définis principalement par les organisations ou les donateurs européens, les populations concernées risquent d'être placées dans une position de bénéficiaires plutôt que d'actrices de leur propre développement.»

Ascovime Genève organise de son côté des campagnes de santé annuelles en Guinée Conakry. La dernière remonte à septembre 2025, tandis que la

prochaine est prévue pour septembre 2026. Le budget se trouve actuellement en sursis: «L'augmentation du prix du pétrole va forcément impacter le budget», estime Loana Galli-Merle.

Thierry Baeriswyl reste optimiste et fait le choix de la versatilité: containers depuis Genève quand les fonds sont suffisants, achats sur place quand ils ne le permettent pas. «Sur place, on achète aussi. La viande, les habits, des choses urgentes. Si on voit que le petit magasin est vide, on envoie quelqu'un combler.» La machine à broyer le manioc installée au centre d'accueil de Yaoundé, c'est l'association qui l'a financée. Elle permet aux mères du quartier de produire et vendre. «Le but, c'est de les rendre autonomes.» I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Agenda de la solidarité

LE MULTILATÉRALISME DES PEUPLES

CONFÉRENCE

13 JUIN

Comment les peuples s'organisent-ils pour s'opposer aux mesures coercitives unilatérales et au démantèlement du droit international en cours? Pour y répondre le Centre Europe – Tiers Monde (CETIM) a invité Nury Martinez de La Via Campesina, Kamel Mohanna du Lebanese NGOs Network, Shalmali Guttal, présidente du Groupe de travail de l'ONU sur les droits des paysans, et S.E Rodolfo Benitez ambassadeur de Cuba. La conférence est organisée dans le cadre du mouvement d'opposition au G7 d'Évian. Le 13 juin à 14 heures au Cercle du Mail de Genève (rue du Vieux-Billard 25). CKR

LA PLUIE QUI RELIE

EXPOSITION JUSQU'AU 17 JUIN

L'eau lie les êtres humains. C'est l'idée derrière l'exposition «Vis ma pluie» de l'Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie (IRHA). «Parcourez le monde à travers les usages de l'eau de pluie et découvrez comment les communautés s'adaptent, innovent et coopèrent autour de cette ressource», décrit l'organisation. Avec, sur de grands panneaux, des histoires de résilience, d'ingéniosité et d'espoir; que ce soit au Sénégal, au Népal ou en Suisse. A découvrir jusqu'au 17 juin au pavillon Plantamour à Genève (rue de Lausanne 112). Les mercredis et dimanches de 13h à 17h (ou sur demande). CKR

FEMMES ET AUTONOMISATION

CONFÉRENCE

13 JUIN

En Afrique, les femmes jouent un rôle central dans l'agriculture, l'éducation des enfants, la préservation des savoir-faire traditionnels et la cohésion communautaire. «Pourtant, elles font face à de nombreuses inégalités: accès limité à la terre, au financement, à l'éducation, aux technologies, aux soins de santé et aux instances de prise de décision», explique le Centre de réflexion et d'analyse pour un développement sans frontières (CRADEF). D'où l'engagement de cette ONG dans l'autonomisation des femmes en zone rurale, dont elle présentera les enjeux lors d'une conférence à Lausanne. Le 13 juin, au Casino de Montbenon, à 18h. Inscriptions: cradef.ch. CKR

UNE BRIQUE POUR LE BURKINA

COURSE À PIED

14 JUIN

L'association La Brique, qui accueille des orphelins et construit des latrines au Burkina Faso, organise une course à pied solidaire pour récolter des fonds. «Chaque coureur/coureuse ou groupe recherche ses «sponsors», à savoir des personnes prêtes à verser (famille, ami(s), employeur(s), collègue(s)) à La Brique un montant minimum par tour de piste effectués en trente minutes minimum sur un terrain de 400 mètres», détaille l'organisation. Le 14 juin, de 9h à 16h au Stade de la Croix blanche d'Epalinges (route de la Croix-Blanche 25). CKR